CC

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 46.295/2
DU 20 AVRIL 2009

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Président de la Chambre des représentants, le 24 mars 2009, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet de loi "introduisant l'injonction de payer dans le Code judiciaire" (*Doc. parl.*, Chambre, 2008-2009, n/ 52-1287/7), a donné l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 46.295/2
VAN 20 APRIL 2009

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 24 maart 2009 door de de Voorzitter van de kamar van volksvertegenwoordigers verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot invoering van een betalingsbevel in het Gerechtelijk Wetboek" (*Parl. St.*, Kamer, 2008-2009, nr 52-1287/7), heeft het volgende advies gegeven :

Observations générales

I. L'injonction de payer *de lege lata* et *de lege ferenda*.

A. La "procédure sommaire d'injonction de payer" est actuellement réglée par les articles 1338 à 1344 du Code judiciaire. Cette procédure a été instituée en 1967 pour répondre aux objectifs suivants :

"1. diminuer les frais qu'entraîne une action en justice pour le recouvrement des petites créances : le montant des frais est souvent hors de proportion avec le montant de la créance;

2. mettre obstacle aux mesures dilatoires qu'utilisent les débiteurs peu scrupuleux par l'abus du défaut et de l'opposition" (1).

En synthèse, une telle procédure est réservée aux créances de sommes d'argent liquide dont le montant ne dépasse pas aujourd'hui 1860 euros. Le créancier, après avoir mis son débiteur en demeure, présente une requête au juge aux fins d'obtenir un titre exécutoire. L'ordonnance du juge faisant droit à cette requête unilatérale a les effets d'un jugement par défaut (sans possibilité d'exécution provisoire) et le débiteur peut y faire opposition ou former appel (2).

Pourtant, telle qu'elle est actuellement organisée, cette procédure est peu utilisée en raison d'un formalisme et d'un coût demeurés excessifs, des interprétations divergentes ou exagérément restrictives des textes et du plafond de 1860 euros lequel ne se justifie pas lorsqu'une créance d'un montant plus élevé ne peut être sérieusement contestée (3).

(1) Rapport du commissaire royal, p. 286 *in* Projet de loi instituant le Code judiciaire (*Doc. parl.*, Sénat, 1963-1964, n/ 60).

(2) *Ibidem*, p. 288.

(3) Voir G. CLOSSET-MARCHAL, "La procédure sommaire d'injonction de payer : un nouvel essor ?", *J.J.P.*, 1988, pp. 35 et s.

B. Plusieurs propositions de loi ayant pour objet la modification du Code judiciaire en la matière ont été déposées au cours des années précédentes [4].

Partant du constat que dans le régime actuel "les petites créances ne sont guère recouvrées et que, lorsqu'elles le sont, les gens préfèrent entamer une procédure de droit commun (dont les frais ne sont pas non plus négligeables)" et que la "procédure sommaire d'injonction de payer ne remplit donc pas la fonction pour laquelle elle a été créée ", la proposition déposée au Sénat le 10 août 2007 (dont procède le projet examiné), a pour but d'"adapter la procédure sommaire d'injonction de payer. Les éléments gênants de la procédure actuelle sont supprimés et l'ensemble de la procédure est adaptée, dans l'esprit des procédures d'injonction en vigueur dans d'autres pays européens" [5].

À la suite des amendements adoptés, la nécessité est apparue de scinder le texte en une proposition de loi réglant une matière visée à l'article 77 de la Constitution [6] et en une proposition de loi réglant une matière visée à l'article 78 de la Constitution [7].

---

(4) Ainsi, la proposition de loi du 15 février 2001 modifiant le Code judiciaire et instaurant une procédure sommaire de recouvrement (*Doc. parl.*, Chambre, n/ 50-1104); la proposition de loi du 26 avril 2004 modifiant le Code judiciaire afin d'intégrer la notion d'inversion du contentieux dans une nouvelle procédure sommaire d'injonction de payer (*Doc. parl.*, Chambre, 2003-2004, n/ 51-1050); la proposition de loi du 16 juin 2004 introduisant l'injonction de payer dans le Code judiciaire (*Doc. parl.*, Chambre, 2003-2004, n/ 51-1215). Alors que la problématique avait été évoquée lors des travaux préparatoires précédant la loi modifiant le Code judiciaire en vue de lutter contre l'arriéré judiciaire (*Doc. parl.*, Chambre, 2006-2007, n/ 151-2811/2, p. 45 à 50 et n/ 5, p. 68), la proposition déposée à la Chambre des représentants le 16 juin 2004 (*Doc. parl.*, Chambre, n/ 51-1215) a été reprise en vue d'être déposée au Sénat le 10 août 2007 : proposition de loi introduisant l'injonction de payer dans le Code judiciaire (*Doc. parl.*, Sénat, 2007-2008, n/ 4-139).

(5) Proposition de loi introduisant l'injonction de payer dans le Code judiciaire, rapport fait au nom de la Commission de la Justice par M. Mahoux (*Doc. parl.*, Sénat, 2007-2008, n/ 4-139/6, pp. 2 et 3).

(6) Modification des articles 587, 587*bis*, 589 et 628 du Code judiciaire en vue d'y introduire une injonction de payer (*Doc. parl.*, Sénat, n/ 4-139/8).

(7) La procédure d'injonction de payer proprement dite (*Doc. parl.*, Sénat, n/ 4-139/7).

.../...

Ces propositions de loi ont été adoptées par le Sénat [8]. Les projets ont dès lors été transmis par le Sénat à la Chambre des représentants [9].

C. Le projet de loi reprend, dans une certaine mesure, certaines dispositions du règlement (CE) n/ 1896/2006 instituant une procédure européenne d'injonction de payer [10] et prévoit, à la manière de ce règlement, l'usage de formulaires dont le modèle sera fixé par le Roi.

Tout comme dans le règlement, il n'y a plus de plafond et la représentation par un avocat n'est plus obligatoire.

La procédure d'injonction de payer projetée a un champ d'application déterminé de manière assez semblable à celui que prévoit l'article 2 du règlement (CE) n/ 1896/2006.

Dès la première phase, la demande est introduite soit devant le tribunal de première instance, soit devant le tribunal du travail (en matière sociale mais à l'exclusion de la sécurité sociale), soit devant le tribunal de commerce, soit devant le juge de paix compte tenu des matières relevant de la compétence respective de ces juridictions.

---

(8) *Doc. parl.*, Sénat, 2007-2008, n/ 4-823.

(9) *Doc. parl.*, Chambre, n/ 52-1285/1; et *Doc. parl.*, Chambre, n/ 52-1287/1.

(10) *J.O.U.E.*, 30 décembre 2006, L 399/1 à 32. Ce règlement est applicable depuis le 12 décembre 2008 (article 33). "En vertu de l'article 249 du Traité CE, le règlement a une portée générale; il est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout Etat membre. En vertu de la jurisprudence européenne, aucune mesure portant réception dans le droit national n'est requise. Par conséquent, l'ordonnance instituant une procédure européenne d'injonction de payer sort immédiatement ses effets depuis le 12 décembre 2008 et aucune réglementation n'est nécessaire à son exécution " (question parlementaire de Mme Carina Van Cauter au Ministre de la Justice sur " Le recouvrement de créances transfrontalières non contestées" et réponse du Ministre, CRIV 52 COM 430, n/ 10495, 27 janvier 2009, p. 87).

La procédure ne peut être mise en œuvre que contre un débiteur ayant un domicile ou une résidence en Belgique, la compétence territoriale étant déterminée par ce critère [(11)].

Dans l'esprit du règlement européen, la procédure est enfermée dans des délais assez brefs : délai de trente jours pour la délivrance d'une injonction de payer (article 1340, alinéa 1er); signification de l'ordonnance d'injonction de payer dans les six mois du prononcé sous peine de péremption (article 1342, § 1er); délai d'opposition à l'ordonnance d'injonction de payer dans le mois de la signification, ce délai étant prescrit à peine de déchéance (article 1342, § 4); caducité de l'ordonnance d'injonction de payer si aucune des parties ne se présente devant la juridiction saisie de l'opposition (article 1343, § 3); ordonnance réputée non avenue si le créancier n'introduit pas sa demande d'apposition de la formule exécutoire dans le mois à compter de l'expiration du délai d'opposition du débiteur (article 1344, alinéas 1er et 2).

Le projet adopté par le Sénat a été amendé sur quelques points essentiels par la Commission de la Justice de la Chambre en ce sens que l'exigence d'une sommation préalable est réintroduite (article 1339, § 1er, alinéa 2) et que le modèle documentaire (avec preuve, voir l'article 1339, § 2, 5/) prévaut sur le modèle non documentaire "nuancé" du règlement, lequel se limite à prévoir que la demande comprend notamment une description des éléments de preuve à l'appui de la créance (article 7, § 2 e)) [(12)]. Cette évolution est à relier aux prérogatives qui reviennent au juge lors de l'examen de la demande introduite sur requête unilatérale (article 1339*bis*, 1339*ter* et 1340).

---

(11) Article 5 (insertion d'un article 628, 25/, dans le Code judiciaire) du projet de loi modifiant les articles 587, 587*bis*, 589 et 628 du Code judiciaire en vue d'y introduire l'injonction de payer (*Doc. parl.*, Chambre, n/ 52-1285/5).

(12) Sur les ambiguïtés de ce système de preuve voir H. STORME, *op. cit.*, *N.j.W.*, 2009, p. 105, n/ 18; E. GUINCHARD, "Europe, la procédure civile et le créancier : l'injonction de payer européenne et la procédure européenne de règlement des petits litiges", *Rev. trim dr. soc.*, 2008, p. 479, n/ 23.

II. L'incidence du règlement (CE) n/ 1896/2006 introduisant une procédure européenne d'injonction de payer.

Lors des travaux de la Commission de la Justice du Sénat, il a été suggéré que "celle-ci s'inspire des lignes tracées par le règlement européen" (13), le ministre répétant "qu'il est disposé à instaurer une injonction de payer à condition qu'elle soit conforme au règlement européen" (14).

Le règlement (CE) n/ 1896/2006 ne s'applique qu'au litige transfrontalier c'est-à-dire à celui "dans lequel au moins une des parties a son domicile ou sa résidence habituelle dans un État membre autre que l'État membre de la juridiction saisie" (article 3, § 1). Aussi est-il concevable que, sur la base de ce règlement, un titre exécutoire soit aisément obtenu en Belgique à charge d'un débiteur domicilié dans un autre État membre lorsque la procédure peut être introduite contre celui-ci devant une juridiction belge (cf. l'article 6 du règlement en ce qui concerne la compétence) ou même lorsque le créancier belge ayant cédé sa créance à un cessionnaire domicilié dans un État limitrophe de la Belgique, celui-ci diligenterait ensuite, en Belgique, sur la base du règlement, une procédure à charge d'un débiteur domicilié en Belgique (15).

La question d'un problème de constitutionnalité (articles 10 et 11 de la Constitution) se pose si la procédure interne demeure plus complexe, moins efficace, plus dissuasive et plus onéreuse que la procédure transfrontalière. Ainsi on a pu relever une série de différences entre le règlement européen et le projet de loi introduisant l'injonction de payer dans le Code judiciaire tel qu'il a été adopté par la Commission de la Justice de

(13) Intervention de Monsieur Mahoux (*Doc. parl.*, Sénat, *op. cit.*, n/ 4-139/6, p. 11).

(14) *Ibidem*, p. 12.

(15) Variante concevable : une société commerciale ayant son siège social en Belgique déplace son siège social de l'autre côté d'une frontière et procède au recouvrement de ses créances sur la base du nouveau règlement européen.

la Chambre des représentants : l'exigence d'une mise en demeure préalable (article 1339, § 1er, alinéa 2); l'étendue du contrôle incombant au juge interne (article 1340, alinéa 2); le rejet de la demande si le juge constate que le débiteur a été admis au bénéfice d'un règlement collectif de dettes ou a été déclaré en faillite (article 1340, alinéa 2, *in fine*); la possibilité pour le juge de convoquer le débiteur par pli ordinaire en vue de l'entendre alors que le débiteur n'est pas partie à la procédure (*ibidem*); la possibilité pour le débiteur de former une opposition en vue seulement de solliciter l'octroi de termes et délais (article 1342, § 2, 3/, b), *in fine*), etc. (16).

Un commentaire très substantiel du nouveau règlement européen (17) souligne que, si celui-ci renforce la position du créancier dans les cas d'application prévus par les textes, celle du débiteur n'est pas perdue de vue. D'après ce commentaire, il y a cependant des points faibles importants : l'étendue du contrôle de la demande d'injonction

(16) M. STORME, "De verhouding tussen de Europese procesrechtelijke verordeningen (in het bijzonder geringe vorderingen) en het interne Belgische procesrecht", *Ius & Actores*, 2009, sous presse; rapport présenté lors d'un colloque sur le recouvrement des créances tenu à la VUB le 20 mars 2009 de la revue "*Ius & Actores*" (syll.), sp. pp. 18 à 20. À la note 38, le professeur M. STORME écrit ce qui suit : Het Grondwettelijk Hof heeft meermaals getoetst of de wetgever bij de omzetting van Europese Richtlijnen geen discriminatie creëerde door de nieuwe regeling strikt te beperken tot de gevallen die door de Richtlijn zijn geregeld. Zie bv. arrest nr. 110/2001 van 20 september 2001 (http://grondwettelijkhof.be/public/n/2001/2001-110n.pdf (waar wel een redelijke verantwoording werd aanvaard) en eerder reeds W. VAN GERVEN, "Bridging the gap between community and national laws : towards a principle of homogeneity in the field of legal remedies ?", *CMLR* 1995, 679 v. Deze doctrine lijkt in een recent arrest op de helling te worden gezet (arrest nr. 56/2009 van 19 maart 2009, http://grondwettelijkhof.be/public/n/2009/2009-056n.pdf; zie overweging B.4.4. : «L'affaire pendante devant le juge a quo étant exclusivement située dans l'ordre juridique interne, il n'y a pas lieu de la comparer avec les situations régies par l'ordre juridique communautaire pour répondre à la question de savoir si la disposition en cause est compatible avec les articles 10 et 11 de la Constitution)». M.i. dient dat arrest te worden verklaard vanuit de specifieke context: het betrof geen discriminatie ingevolge de invoering door de Belgische wetgever van een uitzonderingsregime voor «europese» gevallen, maar de situatie ontstaan doordat een wet die uniform gold voor binnenlandse en intracommunautaire zaken (de fiscale aansprakelijkheid van de opdrachtgever die werkt met een niet-erkende aannemer van bouwwerken) door het Hof van Justitie van de EG strijdig was verklaard met het EG-Verdrag, terwijl de wet belet gelden (sic) voor binnenlandse gevallen [...]".

(17) H. STORME, "Europese betalingsbevel procedure", *N.j.W.*, 2009, pp. 98 à 117.

de payer (article 8; *adde* article 9, paragraphe 1 et 11, paragraphe 1, b) du règlement) [(18)], les modalités de certaines significations transfrontalières (article 14) et les effets contreproductifs éventuels de la demande de réexamen dans les cas exceptionnels (article 20).

En résumé, dans la mesure où le règlement européen est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre et où, nonobstant le fait qu'il ne concerne que des litiges transfrontaliers, il est susceptible de régir des situations principalement ancrées dans l'ordre juridique interne, il semble indispensable de préserver une suffisante homogénéité entre les procédures d'injonction de payer européenne et belge. Mais, dans la mesure où ce règlement "ne remplace ni n'harmonise les mécanismes de recouvrement de créances incontestées prévus par le droit national" (considérant n/ 10) et compte tenu de la manière dont les textes sont rédigés, le législateur belge conserve une certaine marge de manœuvre afin de concilier au mieux l'efficacité d'une procédure qui ne concerne que "des créances pécuniaires incontestées" (article 1er, a), du règlement) et le respect strict des droits de la défense.

C'est à cette aune qu'il est procédé à l'examen du projet.

(18) Voir H. STORME, *op. cit.*, *N.j.W.*, p. 106, n/ 19, l'auteur précisant que la portée de ce texte confronté à d'autres dispositions (outre le considérant 16, l'article 7, paragraphe 2, e), en vertu duquel la seule description des éléments de preuve à l'appui de la créance suffit; l'article 8 lui-même en ce sens que l'examen peut être effectué au moyen d'une procédure automatisée et l'article 12, paragraphe 4, a), dont il ressort que le défendeur est informé de ce que "l'injonction a été délivrée sur le seul fondement des informations fournies par le demandeur et n'a pas été vérifiée par la juridiction") impliquerait que les législateurs nationaux ont un certain espace pour adapter la législation interne au règlement européen, l'article 26 précisant que "toute question procédurale non expressément réglée par le présent règlement est régie par le droit national".

Observations particulières

Dispositif

Article 2
(remplacement des articles 1338 à 1344 du Code judiciaire par des dispositions nouvelles)

Article 1338 en projet

En énonçant que la procédure est applicable à "toute demande qui tend au paiement d'une dette certaine et liquide qui a pour objet une somme d'argent et qui est exigible au moment de son introduction", l'article 1338 projeté a pour objet, tout comme le règlement européen (article 1er, a), "des créances pécuniaires incontestées".

Sur la compétence, il est renvoyé à l'avis n/ 46.294/2, donné le 20 avril 2009, sur un avant-projet de loi "modifiant les articles 587, 589 et 628 du Code judiciaire en vue de l'introduction de l'injonction de payer dans le Code judiciaire [19].

Article 1338*bis* en projet

1. Cette disposition précise le champ d'application de la procédure; elle procède pour l'essentiel de l'article 2/1 du règlement.

Elle va toutefois au-delà en rendant la procédure d'injonction de payer applicable à la matière sociale, "ce qui signifie concrètement que seul le contentieux du droit du travail tombera sous le champ d'application de la procédure d'injonction de payer"

[19] *Doc. parl.*, Chambre, 2008-2009, n/ 52-1285/5.

dans la mesure où "le contentieux de la sécurité sociale est exclu de ce champ d'application" [(20)]. La question se pose si, dans cette mesure, le terme "social " n'a pas une portée trop générale [(21)].

2. En revanche, elle est plus stricte que ce que prévoit le règlement, car celui-ci exclut la responsabilité de l'État pour des actes ou des omissions commis dans l'exercice de la puissance publique ("*acta jure imperii*"), alors que le projet exclut globalement la responsabilité des pouvoirs publics, de sorte que des institutions analogues, par exemple dans le secteur économique, pourraient être traitées différemment.

Si elle était maintenue, cette différence de traitement devrait être justifiée.

---

(20) Justification sous l'amendement n/ 11au projet de loi introduisant l'injonction de payer dans le Code judiciaire, (*Doc. parl.*, Chambre, 2008-2009, n/ 52-1287/3, p. 5).

(21) Un amendement, non repris dans le projet adopté par la Commission de la Justice de la Chambre, préconisait d'exclure du champ d'application de la procédure les créances dont le débiteur est un consommateur au sens de l'article 1.7 de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur (*Doc. parl.*, Chambre, 2008-2009, n/ 52-1287/3, amendement n/ 5). De plus un amendement (ultérieur) n/ 39 (*Doc. parl.*, Chambre, n/ 52-1287/8) tend à insérer entre les alinéas 1er et 2 de l'article 1338*bis*, en projet, le texte suivant : "la procédure d'injonction de payer ne s'applique pas aux créances dont le débiteur est une personne physique ou morale qui acquiert ou utilise à des fins excluant tout caractère professionnel des produits ou des services mis sur le marché". La question se pose si une distinction peut ainsi être établie entre les créanciers dont les créances présentent le même degré d'incontestabilité et si la question de la protection de certains débiteurs ne relève pas du droit matériel (telles les règles relatives à la conclusion de certaines conventions, à l'imputation des paiements, etc.) et non procédural, d'autant que, s'agissant de créances incontestées, le droit commun de la procédure peut s'avérer inadapté car exagérément formaliste et onéreux. Or, une procédure moins onéreuse et parfaitement respectueuse des droits de la défense, compte tenu des exigences de sa mise en œuvre, correspond à l'intérêt tant du créancier que du débiteur, lequel, s'il succombe, est condamné aux dépens. Indépendamment d'un problème au regard des articles 10 et 11, la question se pose enfin si, par le biais de la procédure, il est conforme à l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme de maintenir, dans certains cas, une procédure anormalement lourde en vue de lui faire produire un effet dissuasif; peut-elle être à l'égard d'un créancier un instrument contrariant l'accès à la justice ?

.../...

3. Enfin le texte devrait être adapté concernant le concordat pour tenir compte de la loi du 31 janvier 2009 relative à la continuité des entreprises [(22)].

Article 1339 en projet

1. Ce texte concerne la demande d'injonction de payer introduite sous la forme d'une requête unilatérale au moyen d'un formulaire type établi par le Roi.

2. Le contenu de cette requête est déterminé par l'article 1339, § 2 en projet. Les mentions sont prescrites à peine de nullité. Les articles 860 à 867 du Code judiciaire sont donc applicables mais cette sanction est-elle justifiée alors qu'un mécanisme particulier de réparation ou de rejet est prévu par les articles 1339*bis* et 1339*ter* en projet ? Au demeurant la nullité ne sanctionne pas l'omission de la mise en demeure préalable compte tenu probablement des règles particulières précitées.

3. Encore que cette exigence ne figure pas dans le règlement, le maintien d'une mise en demeure préalable du débiteur procède d'un amendement déposé devant la Commission de la Justice de la Chambre [(23)]. Alors qu'il prévoyait que cette mise en demeure doit être adressée au débiteur au minimum quinze jours avant ce dépôt et assortissait le non-respect du texte en projet de la sanction de la nullité, de telles précisions ne figurent plus dans le texte adopté par la Commission de la Justice [(24)]. De plus, comparativement au texte actuel, aucun délai n'est prévu pour l'introduction de la requête à défaut de paiement à la suite de la sommation de payer et le texte en projet ne

---

(22) Moniteur belge, 9 février 2009.

(23) Amendement n/ 13, (*Doc. parl.*, Chambre, 2008-2009, n/ 52-1287/3. Il y a peut-être un parallèle voire une complémentarité éventuelle à établir entre une telle disposition et l'article 6 de la loi du 20 décembre 2002 relative au recouvrement amiable des dettes du consommateur, ce texte prévoyant aussi en ce cas une mise en demeure préalable.

(24) Il est à relever qu'un amendement ultérieur n/ 40 (*Doc. parl.*, Chambre, 2008-2009, n/ 52-1287/8) propose de compléter l'article 1339, § 1er, alinéa 2 proposé par le texte suivant : "Cette sommation doit être signifiée au débiteur présumé par exploit d'huissier ou par lettre recommandée à la poste au moins quinze jours avant l'introduction de la demande".

prévoit pas d'annexer à la requête les pièces justificatives de cette mise en demeure (voir par contre l'actuel article 1340, alinéa 1er, *initio*, et alinéa 3). En cas de maintien de la mise en demeure préalable, il semble que le texte actuel en assurait une meilleure effectivité en prévoyant deux délais de quinze jours successifs et imposant la jonction à la requête des pièces justificatives de la mise en demeure.

4. En vertu de l'article 1339, § 2, 5/ en projet, la requête contient "la cause de la demande et l'énumération des documents susceptibles d'en justifier l'existence. Une copie de ces documents est jointe en annexe et un inventaire numéroté de ceux-ci est repris au bas de la requête". Il s'agit donc de maintenir un système "avec preuve" (25). Toutefois cette disposition est plus souple que l'actuel article 1338 prévoyant un "écrit émanant du débiteur" sans qu'il ne doive "nécessairement constituer une reconnaissance de dette" mais plus exigeante que le règlement européen en ce que celui-ci prévoit que la demande d'injonction de payer comprend notamment "une description des éléments de preuve à l'appui de la créance" (article 7; voir supra observation générale n/ II). Cette exigence documentaire devrait faciliter le contrôle du juge appelé à vérifier "si la requête paraît fondée" (article 1339*bis*, alinéa 1er, en projet), tout en prévenant une utilisation inadéquate de la procédure (26).

(25) Au sein de l'Union européenne on distingue le modèle "par preuve" ou "à base documentaire" (appliqué en Belgique, en France, en Grèce, au Luxembourg, en Italie, en Espagne) du modèle "sans preuve" (appliqué en Allemagne, en Autriche, en Finlande, au Portugal, en Suède) (cons. H. BOULARBAH, "Requête unilatérale et inversion du contentieux", Thèse – Académie Wallonie Bruxelles – ULB, 2006-2007 (syll.), vol I, pp. 175, nos 353 à 355).

(26) Cette exigence "assouplie" permet aussi de surmonter les hésitations voire les controverses suscitées par l'actuel libellé du texte en matière d'"écrit" (voir G. CLOSSET-MARCHAL, "La procédure sommaire d'injonction de payer : un nouvel essor ?", *J.J.P.*, 1988, pp. 35 à 42, sp. pp. 37-38 et 40-41).

5. La requête peut être signée tant par le requérant ou ses représentants légaux que par un avocat (article 1339, § 2, 7/). La problématique de l'indemnité de procédure a été évoquée lors de l'examen des textes [(27)], "l'arrêté royal du 26 octobre 2007 devant être adapté à la nouvelle réglementation" [(28)].

6. L'article 1339, § 2, 8/, est à mettre en relation avec l'article 7/3 du règlement si ce n'est que, dans le texte, en projet, le créancier doit certifier l'exactitude des informations qu'il fournit tout en reconnaissant les suites pénales auxquelles il peut sinon s'exposer [(29)].

Articles 1339*bis* à 1340 en projet : l'examen de la demande et le rôle du juge

1. En se fondant sur le contenu de la requête, rectifiée ou complétée conformément à l'article 1339*ter* en projet, le juge examine "si les conditions énoncées aux articles 1338 (caractère incontesté de la créance), 1338*bis* (respect du champ d'application de la procédure) et 1339 (formalisme de la mise en demeure préalable et de la demande d'injonction) sont réunies et si la requête paraît fondée". Compte tenu de ces strictes exigences, ce type de procédure implique que le contrôle exercé par le juge en amont s'effectue *prima facie* (voir règlement (CE) n/ 1896/2006, considérant n/ 16), ce qui justifie les termes "paraît fondée". Dans un tel système, dit d'inversion du

(27) *Doc. parl.*, Chambre, 2008-2009, n/ 52-1287/6, pp. 28 et 29.

(28) Il convient de préciser qu'actuellement l'article 5 de l'arrêté royal du 27 octobre 2007 fixant le tarif des indemnités de procédure visées à l'article 1022 du Code judiciaire et fixant la date d'entrée en vigueur des articles 1er à 13 de la loi du 21 avril 2007 relative à la répétibilité des honoraires et de frais d'avocat prévoit que seules les indemnités minimales prévues à l'article 2 sont applicables dans le cadre de la phase unilatérale de la procédure d'injonction de payer.

(29) Voir, sur le cheminement parlementaire, le projet de loi introduisant l'injonction de payer dans le Code judiciaire, *Doc. parl.*, Chambre, n/ 52-1287/3, amendement n/ 3 et n/ 52-1287/4, amendement n/ 18. Un des amendements préconisait de permettre au juge de prononcer l'annulation de la créance dans l'hypothèse où le créancier fournirait délibérément des informations erronées. Cette préconisation n'a pas été retenue, une décision d'annulation de la créance excédant manifestement les limites de la saisine du juge mais une décision de rejet de la demande et la perspective d'éventuelles poursuites pénales devraient certainement avoir l'effet dissuasif recherché.

contentieux [30], le procès n'est réellement déclenché qu'en cas de contestation effective de sa dette par le débiteur, ce qui explique que la signification de l'ordonnance d'injonction de payer interrompt la prescription au sens de l'article 2244 du Code civil (article 1342, § 3, en projet), c'est-à-dire qu'elle soit l'équivalent d'un acte introductif d'instance [31]. Ce procédé inverse le contentieux sans inverser les rôles et déplace le centre de gravité juridictionnel d'amont en aval [32].

2. Le délai de trente jours dans lequel le juge doit statuer (article 1340, alinéa 1er, en projet) est celui qui est prévu par l'article 12, paragraphe 1 du règlement européen instituant une procédure européenne d'injonction de payer. Toutefois, alors que ce texte réglementaire énonce que "le calcul du délai de trente jours ne comprend pas le délai nécessaire au demandeur pour compléter, rectifier ou modifier la demande", l'article 1340, alinéa 1er, en projet, stipule *in fine* que "le délai de trente jours comprend aussi le délai fixé par le juge pour compléter ou rectifier la requête". La solution retenue par le projet semble impraticable; peut-être s'agit-il d'une erreur de transcription du règlement européen ?

---

(30) H. BOULARBAH, *op. cit.*, thèse – ULB, 2006-2007 (syll.), vol. I, pp. 172 et s.

(31) De plus il s'agit du premier acte adressé au débiteur qu'on veut empêcher de prescrire (article 2244 du Code civil).

(32) Alors que, dans le droit actuel, la procédure belge est dès le départ pleinement juridictionnelle, l'ordonnance ayant les effets d'un jugement par défaut (article 1343, § 1er) mais sans possibilité d'exécution provisoire (article 1399, alinéa 2, du Code judiciaire), dans le modèle de l'inversion du contentieux, le juge délivrera, sur la base d'un contrôle sommaire mais suffisant compte tenu des exigences mises à son initialisation, un "ticket d'entrée", c'est-à-dire une injonction de payer portée à la connaissance du débiteur sous la forme d'une injonction ou mise en demeure spéciale l'informant clairement de l'attitude à adopter : payer ou contester au moyen d'un formulaire de contredit annexé à cette mise en demeure.

3. L'article 1339*bis*, alinéa 1er, *in fine*, en projet, dispose que, lors de l'examen de la demande, "le juge vérifie, en outre, si le débiteur a été admis à un règlement collectif de dettes ou s'il a été déclaré en faillite". Ce texte appelle deux observations :

a) En vertu de l'article 1338*bis* en projet la procédure ne s'applique notamment pas "aux faillites, concordats, règlements collectifs de dettes et autres formes de concours légal"; ne s'agit-il pas d'une disposition suffisante, laquelle devrait s'entendre comme excluant du champ d'application de la procédure d'injonction de payer toutes les contestations qui trouvent leurs éléments de solution dans les droits précités ?

b) S'agirait-il d'exclure de la procédure toute demande de recouvrement alors que le débiteur aurait été admis à un règlement collectif de dettes ou déclaré en faillite ? Dans cette logique ne faudrait-il pas tenir compte des autres formes de concours ? N'y a-t-il pas un risque de confusion entre l'obtention d'un titre de recouvrement et les procédures de répartition dans le respect de la loi du concours ? Certes, la créance apparue dans la phase préparatoire d'une procédure de concours ne donne pas nécessairement lieu à une procédure individuelle de recouvrement mais que se passe-t-il si le débiteur en procédure collective - lequel ne se trouve pas dans une situation d'incapacité - contracte de nouveaux engagements ? Est-il normal, à des conditions identiques d'incontestabilité, d'imposer en ce cas au créancier "de récupérer son dû par le biais d'une procédure de droit commun" (33) ?

4. L'article 1340, alinéa 2 en projet est problématique car il n'est pas conforme à l'esprit d'une procédure sommaire de recouvrement dont le but est d'éviter les contentieux factices (34) :

a) en prévoyant que "le juge peut soulever d'office tous les moyens en droit et en fait" le texte proposé semble tabler sur un contrôle juridictionnel approfondi, auquel

(33) Voir en ce sens *Doc. parl.*, Chambre, 2008-2009, n/ 52-1287/6, p. 44.

(34) Avis 26.713/2, précité.

cas, il n'y aurait guère de différence avec une procédure de droit commun [(35)], ce qui ne correspond pas à l'objectif d'une telle législation faisant écho au règlement européen et semble difficilement conciliable avec les règles projetées de compétence en faveur des présidents des tribunaux de première instance, du travail et du commerce [(36)]. Pourtant, en raison des conditions de mise en œuvre (plus exigeantes dans l'ordre interne) d'une telle procédure, ne faut-il pas poser la question si une telle disposition outre qu'elle s'harmonise assez mal avec le contrôle "*prima facie* ", apporterait une réelle plus-value puisque, dans le cadre de ce contrôle, le juge pourrait soulever des moyens susceptibles de faire obstacle à la délivrance d'injonction de payer [(37)] ? De plus, si cette règle devait s'appliquer, il en résulterait aussi que dès ce stade des déclinatoires de compétence pourraient être soulevés d'office par le juge et que se poserait la question de ses prérogatives d'octroi d'office de délais de grâce [(38)].

b) dans la logique de ce contrôle juridictionnel approfondi, l'article 1340, alinéa 2, en projet, ajoute que "le juge peut, s'il l'estime nécessaire, convoquer le débiteur par pli ordinaire en vue de l'entendre". Une telle convocation rendra-t-elle le débiteur partie à la cause ? S'il comparaît, aura-t-il encore la possibilité de formaliser une opposition ? Même si l'auteur de l'amendement [(39)] à la base de ce texte entend respecter l'article 811 du Code judiciaire en vertu duquel les cours et tribunaux ne

---

(35) Ainsi, le juge devrait-il ordonner d'office la réouverture des débats avant de rejeter la demande en tout ou en partie sur une exception non invoquée par la partie requérante devant lui (article 774, alinéa 2, du Code judiciaire) ?

(36) *Doc. parl.*, Chambre, 2008-2009, n**/** 52-1285/5.

(37) De cette manière, il semble que les juges disposeraient de prérogatives suffisantes pour éviter que l'injonction de payer ne devienne un moyen de contournement de la règle de droit dans des domaines où le débiteur pourrait ignorer des règles protectrices à faire valoir sous la forme d'une opposition ultérieure.

(38) Voir cependant *Doc. parl.*, Chambre, 2008-2009, n**/** 52-1287/6, p. 27 : "Il est indiqué que le juge ne se prononce sur l'octroi de facilités de paiement qu'après avoir entendu les parties, donc après qu'il y ait eu opposition".

(39) *Doc. parl.*, Chambre, 2008-2009, n**/** 52-1287/6, p. 47.

peuvent ordonner d'office la mise en cause d'un tiers, ne s'agit-il pas en fait d'une dérogation à ce texte ? À supposer que la partie convoquée ne soit pas considérée comme une partie à la procédure, pourrait-elle faire intervention et devenir procéduralement partie à la cause [(40)] ?

De manière générale si l'article 1340, alinéa 2, devait subsister, ne faudrait-il pas regrouper l'article 1339*bis* avec la première et la troisième phrases de l'article 1340, alinéa 2, tout en maintenant à l'article 1340, alinéa 2, la deuxième phrase de l'article 1340, alinéa 2, en projet ?

Articles 1341 et 1342 en projet : les recours

1. Si la demande est rejetée [(41)], l'article 1341 énonce que l'ordonnance est insusceptible de recours mais que le requérant peut introduire sa demande par la voie ordinaire.

Tout comme dans le système actuel, l'article 1341 en projet envisage l'hypothèse d'une ordonnance faisant partiellement droit à la demande. En ce cas le texte actuel prévoit qu'elle n'est susceptible d'aucun recours de la part du requérant "sauf pour celui-ci à ne pas signifier d'ordonnance et à introduire la demande pour le tout par la voie ordinaire" (article 1343, § 4, alinéa 2, actuel). L'idée est d'empêcher le requérant de jouer "sur les deux tableaux" en se prévalant de l'ordonnance d'injonction de payer à concurrence du montant admis et en diligentant la procédure au fond pour le surplus. En d'autres termes, s'il prend l'initiative de la signification de l'ordonnance d'injonction de

(40) Comparer en matière de procédure sur requête unilatérale l'article 1028, alinéa 2, du Code judiciaire, aux termes duquel "le juge peut convoquer le requérant et les parties intervenantes en chambre du conseil. La convocation est adressée aux parties par le greffier sous pli judiciaire". À tout prendre ne serait-il pas préférable, si le mécanisme procédural projeté devait être maintenu, d'attirer l'attention du débiteur dans la demande d'injonction de payer sur le fait qu'il pourrait se porter partie intervenante devant le juge saisi de la requête, lequel serait indiqué dans la mise en demeure (voir déjà l'actuel article 1339, alinéa 2, *in fine*) ?

(41) L'exigence d'une information succincte donnée par le juge au requérant des raisons du rejet (article 1340, alinéa 3, en projet), si elle peut lui être utile pour apprécier l'opportunité d'introduire une procédure de droit commun, n'est pas imposée par l'article 149 de la Constitution ou l'article 780, 3/, du Code judiciaire puisqu'il ne s'agit pas d'un acte juridictionnel au sens strict.

payer, il cesse d'avoir qualité pour agir conformément au droit commun pour le solde. Le texte projeté devrait, semble-t-il, à l'instar du texte actuel, mieux dissocier les hypothèses car manifestement la deuxième phrase de ce texte, rédigée de manière générale, ne concerne que l'ordonnance faisant droit partiellement à la demande.

Peut-être la formulation suivante pourrait-elle être plus éclairante :

"Le requérant ne peut exercer aucun recours [(42)] contre l'ordonnance qui rejette la demande mais celle-ci peut être introduite par la voie ordinaire.

L'ordonnance qui y fait partiellement droit n'est susceptible d'aucun recours de la part du requérant, sauf pour celui-ci à ne pas signifier l'ordonnance et à introduire la demande pour le tout par la voie ordinaire".

2. L'article 1342 organise le recours du débiteur contre l'ordonnance portant injonction de payer.

a) La procédure d'injonction de payer s'inscrit dans le schéma d'une inversion de contentieux en raison du caractère apparemment incontestable de la créance dont le paiement est poursuivi mais, même si la décision d'injonction n'est pas *a priori* susceptible de donner lieu à une contestation de la part du débiteur, il est fondamental que les garanties procédurales lui soient offertes dans le cadre d'un contentieux inversé afin de préserver l'équilibre entre les parties [(43)]. Une signification, régulière et pleinement informative, de l'ordonnance d'injonction de payer est dès lors capitale afin de permettre au débiteur de réagir aisément contre ce "ticket d'entrée" qui n'est pas à proprement parler un titre juridictionnel; il est dépourvu de toute autorité de chose jugée (*contra* : actuellement les articles 1343,

---

(42) Les termes "opposition et appel" sont remplacés par le terme "recours" afin d'exclure toute possibilité de recours y compris un pourvoi en cassation (*Doc. parl.*, Chambre, 2008-2009, n/ 52-1287/2, amendement n/ 1).

(43) H. BOULARBAH, "Requête unilatérale et inversion du contentieux", thèse présentée en vue de l'obtention du grade de docteur en droit, Académie Wallonie Bruxelles – Université libre de Bruxelles, année académique 2006-2007, vol. I, p. 143, n/ 285, l'auteur précisant : "ce qui caractérise le mécanisme n'est donc pas tant le renversement de l'initiative procédurale, mais bien le caractère différé de la contradiction" (p. 246, n/ 290).

§ 1er, et 24 combinés du Code judiciaire) et de toute force exécutoire (44), celle-ci n'étant acquise qu'en l'absence de recours du débiteur et conformément aux règles strictes énoncées à l'article 1344 en projet.

b) Cette "opposition" du débiteur n'est donc pas assimilable à l'opposition, voie de recours ordinaire, régie par les articles 1047 à 1049 du Code judiciaire. À l'instar du système français, il ne s'agit pas de demander "à la juridiction saisie de l'opposition d'apprécier si l'ordonnance d'injonction a été bien ou mal rendue : on lui demande de juger l'affaire au fond avec un œil neuf, vierge de tout préjugé. En un mot, l'opposition est une véritable action en justice qui commence devant un juge du premier degré pour initier un procès ordinaire" (45).

Ainsi qu'énoncé ci-dessus, la qualité procédurale de demandeur que le débiteur revêt dans le cadre de ce "contredit" qu'il forme contre l'injonction de payer ne modifie pas les règles de la charge de la preuve (46). De plus, pour que l'égalité des armes et le respect des droits de la défense soient pleinement assurés, cette action est introduite " sans frais au greffe du tribunal qui a rendu l'ordonnance d'injonction de payer " (article 1342, § 4, alinéa 2, en projet) et un formulaire-type est annexé à l'exploit de signification. Dans un tel contexte, il ne se conçoit pas d'exiger que

(44) Voir ci-dessous l'observation sur l'article 3.

(45) R. PERROT, "La procédure française d'injonction de payer", *J.J.P.*, 1998, p. 464, n/ 12; Cass. fr., 2e ch. civ., 18 octobre 2007, *Procédures*, Comm. n/ 276 R. Perrot; cet arrêt énonce : "L'opposition formée contre une ordonnance d'injonction de payer ne doit pas être confondue avec l'opposition exercée contre un jugement par défaut", l'annotateur précisant : "l'opposition exercée contre une ordonnance d'injonction de payer n'est pas une voie de recours au sens classique du terme. Elle est simplement destinée à élever le contentieux à l'encontre d'une décision qui a été rendue sur simple requête afin de soumettre la contestation à un débat contradictoire". Aussi suggère-t-il d'utiliser le terme "contredit".

(46) H. BOULARBAH, *op. cit.*, vol. I, p. 190, n/ 379; voir aussi en France et dans le même sens C. CHAINAIS et G. TAPIE, "L'injonction de payer : maniement et remaniements ", *Dall.*, 2009, p. 862 : "Le créancier reste demandeur et doit prouver la réalité et l'étendue de ses créances" (réf. Cass. fr., 2e ch., 11 mai 2006, pourvoi n/ 05-10.280).

cette "opposition" soit motivée (tel est le système du règlement européen, cf. l'article 16, § 3 : "le défendeur indique dans l'opposition qu'il conteste la créance, sans être tenu de préciser les motifs de contestation"; la formule VI annexée au règlement est dans ce sens). Il semble dès lors que l'article 1342, § 4, alinéa 2, en projet, pourrait être légèrement adapté de la manière suivante :

"L'opposition, même non motivée, est formée sans frais ...".

Toutefois dans la mesure où, dans le texte projeté (article 1342, § 2, 3/, b)), le débiteur peut former opposition pour "faire valoir des moyens de défense ou solliciter l'octroi de termes et délais" [(47)], il pourrait être invité par le formulaire à expliciter sa position sans qu'une omission ne puisse à cet égard lui être reprochée.

c) L'effectivité de la signification est donc essentielle pour assurer le parfait équilibre d'une telle procédure. Le règlement européen met au point un mécanisme correcteur *a posteriori* : le réexamen dans des cas exceptionnels (article 20) mais l'étendue du contrôle est limité (cf. le considérant n/ 25 du règlement (CE) n/ 1896/2006). Ce dispositif n'est pas justifié en Belgique dans la mesure où il s'agit d'un contentieux interne, et où, en cas de force majeure, le débiteur peut être relevé de la forclusion liée au non-exercice du recours dans un délai prescrit à peine de déchéance [(48)].

---

(47) Il est à relever que dans le règlement européen, l'article 12, paragraphe 3, b), n'énonce pas expressément une telle option pour le débiteur.

(48) Comparer avec l'exemple français qui a fait ses preuves :
"aux termes de l'article 1416 du Code de procédure civile (applicable uniquement à l'injonction de payer nationale), le créancier peut certes obtenir la formule exécutoire à l'expiration du mois pour former opposition, mais si l'injonction n'a pas été délivrée à la personne même du débiteur, le point de départ du délai qui est imparti à ce dernier pour exercer cette voie de droit est différé jusqu'au jour où une saisie ayant été pratiquée aura rendu indisponibles les biens du débiteur. À partir de ce moment-là, le débiteur ayant ressenti le poids de l'injonction jusque dans sa vie matérielle, il ne pourra plus en ignorer l'existence, et le délai d'un mois commencera alors à courir, étant précisé que dès que le débiteur aura fait opposition les poursuites seront, bien évidemment, suspendues. [...] En France, ce système donne d'excellents résultats, et l'on est sûr que le débiteur ne sera pas surpris par une injonction dont il n'aurait pas eu connaissance. Mais ce système qui était concevable en droit national eut été difficilement transposable dans les rapports internationaux. Il a donc fallu se résigner à un autre système […] : il s'agit de la procédure de réexamen" (R. PERROT, "L'injonction de payer *urbi* et *orbi*", rapport présenté lors du colloque sur le recouvrement des créances organisé par la revue "*Ius & Actores*" à la VUB le 20 mars 2009 (syllabus à paraître dans cette revue), p. 9. L'article 1416 du Code de procédure civile français énonce : "L'opposition est formée dans le mois qui suit la signification de l'ordonnance. Toutefois, si la signification n'a pas été faite à personne, l'opposition est recevable jusqu'à l'expiration du délai d'un mois suivant le premier acte signifié à personne ou, à défaut, suivant la première mesure d'exécution ayant pour effet de rendre indisponibles, en tout ou en partie, les biens du débiteur").

Article 3
(modifiant l'article 1399 du Code judiciaire)

Cet article adapte l'article 1399, alinéa 2, du Code judiciaire de telle sorte que l'ordonnance d'injonction de payer soit insusceptible d'être assortie de l'exécution provisoire. Autant le texte actuel peut se comprendre dans la mesure où l'injonction de payer produit les effets d'un jugement par défaut (article 1343, § 1er), autant le texte projeté peut sembler superfétatoire voire injustifié car, dans le système de l'inversion de contentieux (il est vrai très atténué sous l'effet de l'article 1340, alinéa 2, en projet), l'injonction de payer délivrée dans la première phase n'est pas encore un acte juridictionnel mais une mise en demeure spéciale permettant, par sa signification, d'enclencher, sous l'impulsion du débiteur, la phase contentieuse, ce qui explique l'effet interruptif de la prescription (article 1342, § 3, en projet). Il ne peut donc être question de décision revêtue de l'autorité de la chose jugée et de force exécutoire qu'à un stade ultérieur (voir l'article 1344, en projet).

Algemene opmerkingen

I. Bevel tot betaling *de lege lata* en *de lege ferenda*

A. De "summiere rechtspleging om betaling te bevelen" is thans geregeld in de artikelen 1338 tot 1344 van het Gerechtelijk Wetboek. Die rechtspleging is ingevoerd in 1967 met het volgende doel :

"1. de kosten verminderen van een rechtsvordering tot inning van kleine schulden: het bedrag van de kosten staat dikwijls buiten verhouding tot het bedrag van de schuld;

2. de middelen tot het laten aanslepen van de zaak (...) verijdelen, die weinig gewetensvolle schuldenaars aanwenden door verstek en verzet" (1).

Kortom, zulk een procedure geldt alleen voor schuldvorderingen over sommen baar geld waarvan het bedrag thans 1860 euro niet overtreft. Nadat hij zijn schuldenaar heeft aangemaand, richt de schuldeiser aan de rechter een verzoekschrift om een uitvoerbare titel te verkrijgen. De beschikking van de rechter waarbij dit eenzijdig verzoek wordt ingewilligd, heeft de uitwerking van een vonnis bij verstek (zonder mogelijkheid van voorlopige tenuitvoerlegging) en de schuldenaar kan er verzet tegen doen of beroep tegen aantekenen (2).

Nochtans wordt die procedure zoals ze thans is geregeld weinig gebruikt wegens een nog altijd te verregaand formalisme en te hoge kostprijs, uiteenlopende of overdreven enge interpretaties van de bepalingen en het plafond van 1860 euro, dat niet te wettigen valt nu een schuldvordering van een hoger bedrag niet ernstig betwist kan worden (3).

---

(1) Verslag van de koninklijk commissaris, blz. 286, in Ontwerp van wet tot invoering van het Gerechtelijk Wetboek (*Parl. St.* Senaat 1963-1964, nr. 60).

(2) *Ibidem*, blz. 288.

(3) Zie G. CLOSSET-MARCHAL, "La procédure sommaire" d'injonction de payer : un nouvel essor *T. Vred.* 1988, blz. 35 e.v.

B. In de vorige jaren zijn verscheidene wetsvoorstellen ingediend om het Gerechtelijk Wetboek in dezen te wijzigen [(4)].

Uitgaande van de bevinding dat in de huidige regeling "de kleine schuldvorderingen (...) nauwelijks ingevorderd (worden) en (men) dan nog (liever) kiest (...) voor de gemeenrechtelijke weg (waar de kosten overigens ook niet gering zijn)" en de "summiere rechtspleging om betaling te bevelen, (...) dus niet (dient) waarvoor zij ontworpen is", beoogt het voorstel dat op 10 augustus 2007 bij de Senaat is ingediend (en waaruit het thans voorliggende ontwerp is ontstaan) "een aanpassing van de summiere rechtspleging om betaling te bevelen. De hinderlijke kenmerken van de huidige procedure worden opgeheven en heel de procedure wordt aangepast in de geest van de bevelprocedures die ook in andere Europese landen gelden" [(5)].

Als gevolg van de goedgekeurde amendementen is het nodig gebleken de tekst op te splitsen in een voorstel van wet tot regeling van een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet [(6)] en een voorstel van wet tot regeling van een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet [(7)].

---

(4) Zo bijvoorbeeld het wetsvoorstel van 15 februari 2001 tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek en houdende invoering van een summiere rechtspleging van invordering (*Parl. St.*, Kamer, nr. 50-1104); het wetsvoorstel van 26 april 2004 tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek teneinde het begrip "omkering van het geschil" op te nemen in een nieuwe summiere rechtspleging om betaling te bevelen (*Parl. St.*, Kamer, 2003-2004, nr. 51-1050); het wetsvoorstel van 16 juni 2004 tot invoering van een betalingsbevel in het Gerechtelijk Wetboek (*Parl. St.*, Kamer, 2003-2004, nr. 51-1215). Nadat op de problematiek gewezen was tijdens de parlementaire voorbereiding van de wet tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek met het oog op het bestrijden van de gerechtelijke achterstand (*Parl. St.* Kamer, 2006-2007, nr. 51-2811/2, 45 tot 50 en nr. 5, 68), is het voorstel dat op 16 juni 2004 bij de Kamer van volksvertegenwoordigers was ingediend (*Parl. St.*, Kamer, nr. 51-1215) opnieuw ter hand genomen en op 10 augustus 2007 bij de Senaat ingediend : voorstel van wet tot invoering van een betalingsbevel in het Gerechtelijk Wetboek (*Parl. St.*, Senaat, 2007-2008, nr. 4-139).

(5) Voorstel van wet tot invoering van een betalingsbevel in het Gerechtelijk Wetboek, verslag namens de Commissie voor de Justitie uitgebracht door de heer Mahoux (*Parl. St.*, Senaat, 2007-2008, nr. 4-139/6, 2-3).

(6) Wijziging van de artikelen 587, 587*bis*, 589 en 628 van het Gerechtelijk Wetboek om daarin een betalingsbevel in te voeren (*Parl. St.*, Senaat, nr. 4-139/8).

(7) De eigenlijke betalingsbevelprocedure (*Parl. St.*, Senaat, nr. 4-139/7).

Die wetsvoorstellen zijn goedgekeurd door de Senaat [8]. De ontwerpen zijn vervolgens door de Senaat overgezonden aan de Kamer van volksvertegenwoordigers [9].

C. In het wetsontwerp worden sommige bepalingen van EG-verordening nr. 1896/2006 tot invoering van een Europese betalingsbevelprocedure [10] enigszins overgenomen, en wordt, naar het voorbeeld van die verordening, voorzien in het gebruik van formulieren waarvan het model vastgesteld zal worden door de Koning.

Net zoals in de verordening is er geen plafond meer en is de vertegenwoordiging door een advocaat niet meer vereist.

De werkingssfeer van de ontworpen betalingsbevelprocedure is op ongeveer dezelfde wijze vastgelegd als die bepaald in artikel 2 van EG-verordening nr. 1896/2006.

Van bij het begin wordt de vordering ingesteld bij de rechtbank van eerste aanleg, bij de arbeidsrechtbank (in sociale zaken, met uitzondering evenwel van de sociale zekerheid), bij de rechtbank van koophandel of bij de vrederechter, naargelang van de aangelegenheden die onder de respectieve bevoegdheid van die rechtscolleges vallen.

---

(8) *Parl. St.*, Senaat, 2007-2008, nr. 4-823.

(9) *Parl. St.*, Kamer, nr. 52-1285/1; *Parl. St.*, Kamer, nr. 52-1287/1.

(10) *P.B.E.U.*, 30 december 2006, L 399/1 tot 32. Die verordening is sedert 12 december 2008 van toepassing (artikel 33). "(...) het EG-Verdrag (stelt) in artikel 249 dat een verordening een algemene strekking heeft die verbindend is in al haar onderdelen en rechtstreeks toepasselijk is in elke lidstaat. Volgens de Europese rechtspraak veronderstelt de rechtstreekse toepasselijkheid van een verordening dat zij in werking treedt en ten gunste of ten laste van de rechtssubjecten wordt toegepast, zonder dat daartoe enige maatregel tot receptie in het nationale recht is vereist. Wegens de vermelde directe werking van de Europese verordeningen heeft verordening nummer 1896 van 2006 van het Europees Parlement en de Raad van 12 december 2006 tot invoering van een Europese betalingsbevelprocedure sedert 12 december 2008 onmiddellijke uitwerking gekregen in de Belgische rechtsorde. Ten gevolge van de directe werking van de verordening nummer 1896/2006 zullen haar bepalingen rechtstreeks uitwerking krijgen in de nationale rechtsorde, zonder dat hiervoor implementatiewetgeving noodzakelijk is" (parlementaire vraag van Mevr. Carina Van Cauter aan de Minister van Justitie over "de grensoverschrijdende, niet-betwiste schuldvorderingen" en antwoord van de Minister, CRIV 52 COM 430, nr. 10495, 27 januari 2009, 87).

.../...

De procedure kan enkel worden aangespannen tegen een schuldenaar met woon- of verblijfplaats in België, aangezien de territoriale bevoegdheid op basis van dat criterium wordt bepaald [(11)].

Naar de geest van de Europese verordening gelden voor de procedure vrij korte termijnen : een termijn van dertig dagen voor de afgifte van een betalingsbevel (artikel 1340, eerste lid); de betekening van de beschikking waarbij betaling wordt bevolen binnen zes maanden na de uitspraak op straffe van verval (artikel 1342, § 1); een termijn om verzet aan te tekenen tegen de beschikking waarbij betaling wordt bevolen van een maand na de betekening, een termijn die op straffe van verval is voorgeschreven (artikel 1342, § 4); verval van de beschikking waarbij betaling wordt bevolen indien geen van de partijen verschijnt voor het rechtscollege waarbij het verzet aanhangig is gemaakt (artikel 1343, § 3); de beschikking wordt als niet-bestaande beschouwd indien de schuldeiser niet binnen een maand na het verstrijken van de verzetstermijn van de schuldenaar gevraagd heeft het formulier van tenuitvoerlegging aan te brengen (artikel 1344, eerste en tweede lid).

Het ontwerp dat door de Senaat is goedgekeurd is op een aantal belangrijke punten zo geamendeerd door de Kamercommissie voor de Justitie dat het vereiste van een voorafgaande aanmaning opnieuw is ingevoerd (artikel 1339, § 1, tweede lid) en het documentaire model (met bewijs, zie artikel 1339, § 2, 5/) de overhand heeft op het "genuanceerde" niet-documentaire model van de verordening, dat enkel bepaalt dat de vordering onder meer een beschrijving van het bewijs tot staving van de schuldvordering bevat (artikel 7, lid 2, e) [(12)]. Die ontwikkeling moet in verband worden gebracht met de prerogatieven van de rechter bij het onderzoek van de vordering ingesteld op eenzijdig verzoekschrift (artikel 1339*bis*, 1339*ter* en 1340).

II. Weerslag van EG-verordening nr. 1896/2006 tot invoering van een Europese betalingsbevelprocedure

(11) Artikel 5 (invoeging van een artikel 628, 25/, in het Gerechtelijk Wetboek) van het wetsontwerp tot wijziging van de artikelen 587, 587*bis*, 589 en 628 van het Gerechtelijk Wetboek om hierin een betalingsbevel in te voeren (*Parl. St.*, Kamer, nr. 52-1285/5).

(12) Met betrekking tot de onduidelijkheid van die bewijsregeling, zie H. STORME, *op.cit.*, *N.j.W.*, 2009, blz. 105, nr. 18; E. GUNCHARD, "L'Europe; la procédure civile et le créancier : l'injonction de payer européenne et la procédure européenne de règlement des petits litiges", *Rev. trim. dir. soc.*, 2008, blz. 479, nr. 23.

Tijdens de werkzaamheden van de Senaatscommissie voor de Justitie is voorgesteld dat deze "zich laat leiden door de krijtlijnen die door de Europese verordening zijn uitgezet" [(13)], en heeft de minister "zijn bereidheid (herhaald) om een betalingsbevel in te voeren, op voorwaarde dat men convergent blijft met de Europese verordening" [(14)].

EG-verordening nr. 1896/2006 is alleen van toepassing op grensoverschrijdende zaken, dat wil zeggen zaken "waarin ten minste een van de partijen haar woonplaats of haar gewone verblijfplaats heeft in een andere lidstaat dan de lidstaat van het aangezochte gerecht" (artikel 3, lid 1). Het is dan ook denkbaar dat, op basis van die verordening, in België gemakkelijk een uitvoerbare titel wordt verkregen ten aanzien van een schuldenaar die in een andere lidstaat woont wanneer de procedure tegen hem kan worden aangespannen bij een Belgisch gerecht (cf. artikel 6 van de verordening wat de bevoegdheid betreft) of zelfs wanneer een Belgische schuldeiser die zijn schuldvordering overgedragen heeft aan een cessionaris die in een aan België grenzende Staat woont, die cessionaris vervolgens op basis van de verordening in België een procedure zou starten tegen een schuldenaar die in België woont [(15)].

De vraag of er een grondwettigheidsprobleem is (artikelen 10 en 11 van de Grondwet) rijst wanneer de interne procedure ingewikkelder, minder doeltreffend, ontradender en duurder is dan de grensoverschrijdende procedure. Zo zijn een aantal verschillen aan het licht gekomen tussen de Europese verordening en het wetsontwerp waarbij het betalingsbevel in het Gerechtelijk Wetboek wordt ingevoerd zoals het is goedgekeurd door de Commissie voor de Justitie van de Kamer van volksvertegenwoordigers : het vereiste van een voorafgaande aanmaning (artikel 1339, § 1, tweede lid); de omvang van de toetsing die verricht moet worden door de nationale rechter (artikel 1340, tweede lid); de afwijzing van de vordering wanneer de rechter vaststelt dat de schuldenaar een collectieve schuldenregeling heeft verkregen of failliet is verklaard (artikel 1340, tweede lid, *in fine*); de mogelijkheid voor de rechter om de schuldenaar bij gewone brief op te roepen om hem te horen, terwijl de schuldenaar geen partij is bij de procedure (*ibidem*); de mogelijkheid voor de schuldenaar om verzet aan te

---

(13) Woorden van de heer Mahoux (*Parl. St.*, Senaat, *op. cit.*, nr. 4-139/6, 11).

(14) *Ibidem*, blz. 12.

(15) Mogelijke variant : een handelsvennootschap met zetel in België verplaatst haar zetel naar de andere kant van de grens en zet stappen tot inning van haar schuldvorderingen op basis van de nieuwe Europese verordening.

tekenen enkel en alleen om betalings- en uitsteltermijnen te vragen (artikel 1342, § 2, 3/, b), *in fine*), enz. [16].

In een zeer gedegen toelichting bij de nieuwe Europese verordening [17] wordt onderstreept dat deze weliswaar de positie van de schuldeiser versterkt in de gevallen waarop de verordening luidens de bepalingen ervan van toepassing is, maar dat de positie van de schuldenaar niet uit het oog wordt verloren. Volgens die toelichting zijn er evenwel belangrijke zwakke punten : de omvang van de toetsing van de vordering tot het geven van een betalingsbevel (artikel 8; *adde* art. 9, lid 1 en 11, lid 1, b), van de

---

(16) M. STORME, "De verhouding tussen de Europese procesrechtelijke verordeningen (in het bijzonder geringe vorderingen) en het interne Belgische procesrecht", *Ius & Actores*, 2009, ter perse; rapport gepresenteerd tijdens een colloquium over de inning van schuldvorderingen, gehouden aan de VUB op 20 maart 2009, van het tijdschrift *Ius & Actores* (syll.), inz. blz. 18 tot 20. In voetnoot 38 schrijft professor M. Storme het volgende : "Het Grondwettelijk Hof heeft meermaals getoetst of de wetgever bij de omzetting van Europese Richtlijnen geen discriminatie creëerde door de nieuwe regeling strikt te beperken tot de gevallen die door de Richtlijn zijn geregeld. Zie bv. arrest nr. 110/2001 van 20 september 2001 (http://grondwettelijkhof.be/public/n/2001/2001-110n.pdf (waar wel een redelijke verantwoording werd aanvaard) en eerder reeds W. VAN GERVEN, "Bridging the gap between community and national laws : towards a principle of homogeneity in the field of legal remedies ?", *CMLR* 1995, 679 v. Deze doctrine lijkt in een recent arrest op de helling te worden gezet (arrest nr. 56/2009 van 19 maart 2009, http://grondwettelijkhof.be/public/n/2009/2009-056n.pdf; zie overweging B.4.4 : "Aangezien de zaak die aanhangig is voor de verwijzende rechter volledig gesitueerd is binnen de interne rechtsorde, dient voor de beantwoording van de vraag of de in het geding zijnde bepaling bestaanbaar is met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, die situatie niet te worden vergeleken met situaties die door het gemeenschapsrecht worden beheerst"). M.i. dient dat arrest te worden verklaard vanuit de specifieke context: het betrof geen discriminatie ingevolge de invoering door de Belgische wetgever van een uitzonderingsregime voor «Europese» gevallen, maar de situatie ontstaan doordat een wet die uniform gold voor binnenlandse en intracommunautaire zaken (de fiscale aansprakelijkheid van de opdrachtgever die werkt met een niet-erkende aannemer van bouwwerken) door het Hof van Justitie van de EG strijdig was verklaard met het EG-Verdrag, terwijl de wet belet gelden (sic) voor binnenlandse gevallen [...] ".

(17) H. STORME, "Europese betalingsbevelprocedure", *N.j.W.*, 2009, blz. 98 tot 117.

.../...

verordening) [18], de voorschriften omtrent sommige grensoverschrijdende betekeningen (artikel 14) en de eventuele contraproductieve gevolgen van het verzoek tot heroverweging in uitzonderingsgevallen (artikel 20).

Kortom, aangezien de Europese verordening in al haar onderdelen bindend is en rechtstreeks toepasselijk is in iedere lidstaat en omdat het mogelijk is dat ze, ook al heeft ze enkel betrekking op grensoverschrijdende zaken, geldt voor situaties die voornamelijk in de interne rechtsorde zijn geregeld, lijkt het absoluut noodzakelijk ervoor te zorgen dat de Europese en de Belgische betalingsbevelprocedure voldoende samenhang vertonen. Voor zover evenwel die verordening "noch tot vervanging, noch tot harmonisatie van de bestaande mogelijkheden naar nationaal recht voor de inning van niet-betwiste schuldvorderingen (strekt)" (overweging nr. 10) en gezien de wijze waarop de bepalingen gesteld zijn, behoudt de Belgische wetgever enige manoeuvreerruimte zodat hij de doeltreffendheid van een procedure die enkel geldt voor "niet-betwiste geldvorderingen" (artikel 1, a), van de verordening) en de strikte naleving van de rechten van verdediging zo goed mogelijk met elkaar kan verzoenen.

Het ontwerp wordt tegen die achtergrond onderzocht.

---

[18] Zie H. STORME, *op. cit.*, *N.j.W.*, blz. 106, nr. 19, waarin de auteur preciseert dat de reikwijdte van die bepaling getoetst aan andere bepalingen (naast overweging 16, artikel 7, lid 2, e), krachtens welke de loutere beschrijving van het bewijs tot staving van de schuldvordering voldoende is; artikel 8 zelf in deze zin dat het onderzoek verricht kan worden aan de hand van een geautomatiseerde procedure en artikel 12, lid 4, a), waaruit blijkt dat de verweerder ervan in kennis wordt gesteld dat "het bevel uitsluitend op basis van de door de eiser verstrekte informatie is uitgevaardigd en niet door het gerecht is geverifieerd") zou inhouden dat de nationale wetgevers over enige manoeuvreerruimte beschikken bij de aanpassing van de interne wetgeving aan de Europese verordening, terwijl in artikel 26 gepreciseerd wordt dat "niet uitdrukkelijk in deze verordening geregelde procedurekwesties worden beheerst door het nationale recht".

Bijzondere opmerkingen

Dispositief

Artikel 2
(vervanging van de artikelen 1338 tot 1344 van het
Gerechtelijk Wetboek door nieuwe bepalingen)

Ontworpen artikel 1338

Doordat in het ontworpen artikel 1338 wordt bepaald dat de procedure van toepassing is op "elke vordering strekkende tot de betaling van een zekere en vaststaande schuld die een geldsom tot voorwerp heeft en die opeisbaar is op het ogenblik van de indiening ervan", heeft dat artikel, net als de Europese verordening (artikel 1, a), betrekking op "niet-betwiste geldvorderingen".

In verband met de bevoegdheid wordt verwezen naar advies 46.294/2, dat op 20 april 2009 is uitgebracht over een voorontwerp van wet "tot wijziging van de artikelen 587, 589 en 628 van het Gerechtelijk Wetboek met het oog op de invoering van een betalingsbevel in het Gerechtelijk Wetboek [(19)].

Ontworpen artikel 1338*bis*

1. In deze bepaling wordt de werkingssfeer van de procedure nader aangegeven; ze vloeit grotendeels voort uit artikel 2/1 van de verordening.

Ze reikt evenwel verder doordat ze de betalingsbevelprocedure toepasselijk verklaart in sociale zaken, "wat concreet betekent dat alleen arbeidsrechtelijke geschillen onder het toepassingsveld van de betalingsbevelprocedure ressorteren" aangezien "geschillen inzake de sociale zekerheid (...) niet onder dat toepassingsveld (vallen)" [(20)].

---

(19) *Parl. St.* Kamer, 2008-2009, nr. 52-1285/5.

(20) Verantwoording onder amendement nr. 11 bij het wetsontwerp tot invoering van een betalingsbevel in het Gerechtelijk Wetboek, (*Parl. St.*, Kamer, 2008-2009, nr. 52-1287/3, 5).

De vraag rijst of het begrip "sociale zaken" daardoor geen te algemene draagwijdte heeft [21].

2. Ze is daarentegen strikter dan hetgeen in de verordening wordt bepaald, aangezien de verordening de aansprakelijkheid van de staat wegens handelingen of omissies bij de uitoefening van het staatsgezag ("*acta jure imperii*") uitsluit, terwijl overheidsaansprakelijkheid bij het ontwerp integraal wordt uitgesloten, zodat aan analoge instellingen, bijvoorbeeld in de economische sector, een verschillende behandeling ten deel zou kunnen vallen.

Als dit verschil in behandeling behouden wordt, moet het gewettigd worden.

---

[21] In een amendement dat niet opgenomen is in het ontwerp dat door de Commissie voor de Justitie van de Kamer is aangenomen, werd voorgesteld om vorderingen waarvan de schuldenaar een consument is in de zin van artikel 1.7 van de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en de bescherming van de consument te onttrekken aan de werkingssfeer van de procedure (*Parl. St.*, Kamer, 2008-2009, nr. 52-1287/3, amendement nr. 5). Bovendien strekt een (recenter) amendement nr. 39 (*Parl. St.*, Kamer, nr. 52-1287/8) ertoe in het voorgestelde artikel 1338*bis*, tussen het eerste en het tweede lid, de volgende tekst in te voegen : "De betalingsbevelprocedure is niet van toepassing op vorderingen waarvan de schuldenaar een natuurlijke of rechtspersoon is die uitsluitend voor niet beroepsmatige doeleinden op de markt gebrachte producten of diensten verwerft of gebruikt". De vraag rijst of aldus een onderscheid mag worden gemaakt tussen schuldeisers wier schuldvordering dezelfde graad van onbetwistbaarheid vertoont en of de aangelegenheid van de bescherming van bepaalde schuldenaars niet onder het materieel recht valt (zoals de regels betreffende het sluiten van bepaalde overeenkomsten, betreffende de toerekening van betalingen, enz.) in plaats van onder het procesrecht, temeer daar, doordat het om onbetwiste vorderingen gaat, het gemene recht met betrekking tot de procedure ongeschikt kan blijken omdat het te formalistisch en te duur is. Evenwel is een minder dure procedure waarbij de rechten van verdediging perfect gerespecteerd worden, gelet op de vereisten van de toepassing ervan, in het belang van zowel schuldeiser als schuldenaar, welke laatstgenoemde in de kosten wordt verwezen als hij in het ongelijk wordt gesteld. Los van een probleem uit het oogpunt van de artikelen 10 en 11, rijst ten slotte de vraag of het wel conform artikel 6 van het Europees Verdrag van de rechten van de mens is om in bepaalde gevallen een abnormaal logge procedure te behouden teneinde ze een ontradend effect te laten sorteren; mag ze ten aanzien van een schuldeiser een instrument zijn tot belemmering van de toegang tot de rechter ?

.../...

3. Ten slotte zou de tekst aangepast moeten worden wat het gerechtelijk akkoord betreft teneinde rekening te houden met de wet van 31 januari 2009 betreffende de continuïteit van de ondernemingen [(22)].

Ontworpen artikel 1339

1. Deze tekst betreft de vordering tot het bevelen van betaling, ingediend in de vorm van een eenzijdig verzoekschrift door middel van een standaardformulier dat door de Koning wordt vastgesteld.

2. De inhoud van dat verzoekschrift wordt bepaald in ontworpen artikel 1339, § 2. De vermeldingen zijn op straffe van nietigheid voorgeschreven. De artikelen 860 tot 867 van het Gerechtelijk Wetboek zijn dus van toepassing maar is die sanctie gerechtvaardigd nu de ontworpen artikelen 1339*bis* en 1339*ter* voorzien in een bijzonder herstel- en afwijzingsmechanisme ? Overigens heeft het niet versturen van een voorafgaande aanmaning geen nietigheid tot gevolg, wellicht wegens de voornoemde bijzondere regels.

3. Hoewel dat vereiste niet in de verordening voorkomt, vloeit het behoud van een voorafgaande aanmaning van de schuldenaar voort uit een amendement dat in de Commissie voor de Justitie van de Kamer is ingediend [(23)]. Ofschoon in het amendement werd bepaald dat die aanmaning op zijn minst vijftien dagen vóór de indiening van het verzoekschrift aan de schuldenaar moet worden gericht en de voorwaarden vervat in de ontworpen tekst op straffe van nietigheid waren voorgeschreven, komen die preciseringen

(22) Belgisch Staatsblad, 9 februari 2009.

(23) Amendement nr. 13, *Parl. St.* Kamer, 2008-2009, nr. 1287/3. Misschien moet er een parallel worden getrokken of zelfs een eventuele complementariteit worden vastgesteld tussen deze bepaling en artikel 6 van de wet van 20 december 2002 betreffende de minnelijke invordering van schulden van de consument, aangezien in die regeling eveneens in dat geval een voorafgaande ingebrekestelling wordt voorgeschreven.

niet meer voor in de tekst die door de Commissie voor de Justitie is aangenomen [(24)]. Bovendien is, in vergelijking met de huidige tekst, niet voorzien in enige termijn voor het indienen van het verzoekschrift wanneer op de aanmaning tot betaling geen betaling is gevolgd en in de ontworpen tekst wordt niet bepaald dat bij het verzoekschrift de bewijsstukken van die aanmaning moeten worden gevoegd (zie daarentegen het huidige artikel 1340, eerste lid, *initio*, en derde lid). Ingeval de voorafgaande aanmaning behouden blijft, laat het zich aanzien dat de huidige tekst voor een grotere werkzaamheid ervan zorgde door te voorzien in twee opeenvolgende termijnen van vijftien dagen en te bepalen dat bij het verzoekschrift de bewijsstukken van die aanmaning moeten worden gevoegd.

4. Krachtens het ontworpen artikel 1339, § 2, 5/, bevat het verzoekschrift de vermelding van "de oorzaak van de vordering en een opsomming van de stukken die het bestaan ervan kunnen bewijzen. Er wordt een kopie van deze stukken als bijlage gevoegd, en (onder aan) het verzoekschrift wordt een genummerde inventaris van de stukken opgenomen". Het is dus de bedoeling een systeem "met bewijs" te behouden [(25)]. Die bepaling is evenwel soepeler dan het huidige artikel 1338, dat een "geschrift dat van de schuldenaar uitgaat" eist, dat "niet noodzakelijk een erkenning van de schuld (hoeft) te zijn", maar strikter dan de Europese verordening, doordat in die verordening wordt bepaald dat de vordering tot het geven van een betalingsbevel onder andere "een beschrijving van het bewijs tot staving van de schuldvordering" moet bevatten (artikel 7; zie supra, algemene opmerking nr. II). Dit vereiste qua stukken zou de toetsing door de rechter moeten vergemakkelijken, aangezien die moet onderzoeken "of het verzoek

---

(24) Er behoort te worden opgemerkt dat in een recenter amendement nr. 40 (*Parl. St.*, Kamer, 2008-2009, nr. 52-1287/8) voorgesteld wordt om het voorgestelde artikel 1339, § 1, tweede lid, aan te vullen met de volgende zin : "Deze aanmaning moet minstens 15 dagen voordien aan de vermeende schuldenaar zijn betekend door de gerechtsdeurwaarder of per verzonden aangetekende brief."

(25) Binnen de Europese Unie wordt een onderscheid gemaakt tussen het model "met bewijs" of "op basis van stukken" (toegepast in België, Frankrijk, Griekenland, Luxemburg, Italië en Spanje) en het model "zonder bewijs" (toegepast in Duitsland, Oostenrijk, Finland, Portugal en Zweden) (zie H. BOULARBAH, "Requête unilatérale et inversion du contentieux", Thèse - Académie Wallonie Bruxelles - ULB, 2006-2007 (syll.), boekdeel I, blz. 175, nummers 353 tot 355).

.../...

gegrond lijkt" (ontworpen artikel 1339*bis*, eerste lid) maar tegelijk een oneigenlijk gebruik van de procedure dient te voorkomen [(26)].

5. Het verzoekschrift mag ondertekend zijn, hetzij door de verzoeker of zijn wettelijke vertegenwoordigers, hetzij door een advocaat (artikel 1339, § 2, 7/). Het probleem van de rechtsplegingsvergoeding is opgeworpen tijdens de bespreking van de teksten [(27)] en er is opgemerkt dat "het koninklijk besluit (van 26 oktober 2007) zal (...) dienen (...) te worden (aangepast) aan de nieuwe regeling" [(28)].

6. Artikel 1339, § 2, 8/, dient in verband te worden gebracht met artikel 7/3 van de verordening, met dien verstande dat volgens de ontworpen tekst de schuldeiser de juistheid van de door hem verstrekte inlichtingen moet bevestigen en de strafrechtelijke gevolgen moet erkennen waaraan hij zich anders blootstelt [(29)].

---

(26) Dit "versoepelde" vereiste maakt het eveneens mogelijk de aarzelingen of zelfs de controverses te overwinnen waartoe de huidige bewoordingen van de tekst op het stuk van "geschrift" leidt (zie G. CLOSSET-MARCHAL, "La procédure sommaire d'injonction de payer : un nouvel essor ?", T. *Vred.*, 1988, blz. 35 tot 42, inzonderheid blz. 37-38 en 40-41).

(27) *Parl. St.*, Kamer, 2008-2009, nr. 52-1287/6, blz. 28 tot 29.

(28) Er behoort te worden opgemerkt dat artikel 5 van het koninklijk besluit van 26 oktober 2007 tot vaststelling van het tarief van de rechtsplegingsvergoeding bedoeld in artikel 1022 van het Gerechtelijk Wetboek en tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van de artikelen 1 tot 13 van de wet van 21 april 2007 betreffende de verhaalbaarheid van de erelonen en de kosten verbonden aan de bijstand van de advocaat, in zijn huidige lezing bepaalt dat alleen de in artikel 2 bedoelde minimumvergoedingen van toepassing zijn gedurende de unilaterale fase van de betalingsbevelprocedure.

(29) Voor de wordingsgeschiedenis in het parlement, zie het wetsontwerp tot invoering van een betalingsbevel in het Gerechtelijk Wetboek, *Parl. St.*, Kamer, 2008-2009, nr. 52-1287/3, amendement nr. 3 en *Parl. St.*, Kamer, 2008-2009, nr. 52-1287/4, amendement nr. 18. In een van de amendementen werd voorgesteld om de rechter de mogelijkheid te bieden het verval van de schuldvordering uit te spreken ingeval de schuldeiser opzettelijk verkeerde inlichtingen verstrekt. Dat voorstel is niet aangenomen, aangezien een beslissing houdende vervallenverklaring van een schuldvordering kennelijk verder reikt dan de grenzen van de aanhangigmaking van de zaak bij de rechter, terwijl een beslissing tot afwijzing van de vordering en het vooruitzicht van eventuele strafvervolging zeker het gewenste ontradend effect zouden moeten hebben.

Ontworpen artikelen 1339*bis* tot 1340 : het onderzoek van de vordering en de rol van de rechter

1. Op basis van de inhoud van het verzoekschrift, in voorkomend geval gecorrigeerd of aangevuld overeenkomstig ontworpen artikel 1339*ter*, gaat de rechter na "of voldaan is aan de voorwaarden gesteld in de ontworpen artikelen 1338 (niet-betwiste aard van de schuldvordering), 1338*bis* (eerbiediging van het toepassingsgebied van de procedure) en 1339 (vormvereiste van de voorafgaande aanmaning en van de vordering tot het geven van een bevel) en of het verzoek gegrond lijkt". Gelet op deze strikte eisen, houdt dit type van procedure in dat de toetsing die de rechter in een eerste fase verricht *prima facie* geschiedt (zie verordening (EG) nr. 19896/2006, overweging nr. 16), hetgeen de woorden "gegrond lijkt" rechtvaardigt. In zo een regeling, die omgekeerde procesvoering wordt genoemd [(30)], gaat het proces pas echt van start ingeval de schuldenaar zijn schuld daadwerkelijk betwist, om welke reden de betekening van de beschikking waarbij bevel tot betaling wordt gegeven de verjaring in de zin van artikel 2244 van het Burgerlijk Wetboek stuit (ontworpen artikel 1342, § 3), hetgeen betekent dat ze het equivalent is van een akte van rechtsingang [(31)]. Door aldus te werk te gaan wordt het zwaartepunt van de rechtspraak van een eerdere naar een latere fase verschoven en wordt de procesvoering omgekeerd hoewel de rollen niet worden omgedraaid [(32)].

---

(30) Vergelijk H. BOULARBAH, *op. cit.*, thèse - ULB, 2006-2007 (syll.), boekdeel I, blz. 172 e.v.

(31) Bovendien is het de eerste handeling die gericht wordt aan de schuldenaar die men wil beletten de verjaring te verkrijgen (artikel 2244 van het Burgerlijk Wetboek).

(32) Terwijl de Belgische procedure bij de huidige stand van het recht vanaf het begin ten volle rechterlijk is, waarbij de beschikking de gevolgen van een verstekvonnis heeft (artikel 1343, § 1) maar er geen mogelijkheid tot voorlopige tenuitvoerlegging bestaat (artikel 1399, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek), geeft de rechter, in het model van de omgekeerde procesvoering, op basis van een summiere maar toereikende toetsing, gelet op de eisen die gelden voor het instellen ervan een "toegangsbewijs" af, dat wil zeggen een betalingsbevel dat ter kennis van de schuldenaar wordt gebracht in de vorm van een bevel of een bijzondere aanmaning waarin hij duidelijk op de hoogte wordt gebracht van de aan te nemen houding : betalen of het bevel betwisten door middel van een verweerformulier dat als bijlage bij die aanmaning gaat.

2. De termijn van dertig dagen waarbinnen de rechter uitspraak dient te doen (ontworpen artikel 1340, eerste lid) is die bepaald bij artikel 12, lid 1, van de Europese verordening tot invoering van een Europese betalingsbevelprocedure. Terwijl in die verordeningstekst staat dat "de termijn van 30 dagen (...) niet de tijd (omvat) die de eiser nodig heeft om zijn verzoek aan te vullen, te corrigeren of te wijzigen", wordt in het ontworpen artikel 1340, eerste lid, in fine, bepaald dat "de termijn van dertig dagen (...) tevens de door de rechter bepaalde termijn (omvat) om het verzoekschrift aan te vullen of te corrigeren". De oplossing waarvoor in het ontwerp gekozen is, lijkt onuitvoerbaar; zou het hier kunnen gaan om een vergissing bij het overnemen van de Europese verordening ?

3. In het ontworpen artikel 1339*bis*, eerste lid, *in fine*, wordt bepaald dat "naar aanleiding van het onderzoek van de vordering de rechter (tevens nagaat) of de schuldenaar toegelaten is tot een collectieve schuldenregeling of in staat van faillissement is verklaard". Die tekst geeft aanleiding tot twee opmerkingen :

a) Krachtens het ontworpen artikel 1338*bis* is de procedure onder meer niet van toepassing op faillissementen, gerechtelijke akkoorden, collectieve schuldenregelingen en andere vormen van wettelijke samenloop; is dat geen afdoende bepaling die aldus geïnterpreteerd zou moeten worden dat ze aan de werkingssfeer van de betalingsbevelprocedure alle betwistingen onttrekt waarvoor de gegevens voor de oplossing ervan in de voornoemde rechten te vinden zijn ?

b) Is het misschien de bedoeling om aan de procedure elke vordering tot invordering te onttrekken wanneer de schuldenaar een collectieve schuldenregeling heeft verkregen of failliet is verklaard ? Zou er in dat verband geen rekening moeten worden gehouden met de andere vormen van samenloop ?
Bestaat er geen gevaar voor verwarring tussen het verkrijgen van een invorderingsbewijs en de procedures tot verdeling, met naleving van de wet van de samenloop ? Een vordering die voor de dag komt in de voorbereidende fase van een samenloopprocedure geeft weliswaar niet noodzakelijk aanleiding tot een individuele invorderingsprocedure, maar wat gebeurt er als de schuldenaar die een collectieve procedure heeft verkregen - en die zich niet in staat van onvermogen bevindt - nieuwe verbintenissen aangaat ? Is het normaal dat de schuldeiser in dat geval, bij gelijke voorwaarden van onbetwistbaarheid, verplicht wordt "zijn schuld langs gemeenrechtelijke weg (...) terug te krijgen" [(33)] ?

---

(33) Zie in deze zin *Parl. St.* Kamer, nr. 52-1287/6, blz. 44.

4. Het ontworpen artikel 1340, tweede lid, doet vragen rijzen, aangezien die bepaling niet in overeenstemming is met de geest van een summiere invorderingsprocedure met als doel onechte geschillen te voorkomen [(34)] :

a) Doordat bepaald wordt dat "de rechter ambtshalve alle middelen in rechte en in feite (kan) opwerpen", lijkt de voorgestelde tekst uit te gaan van een grondige toetsing door de rechter, in welk geval er nauwelijks een verschil zou zijn met een gemeenrechtelijke procedure [(35)], hetgeen niet overeenkomt met de doelstelling van zo een wetgeving die de afspiegeling is van een Europese verordening, en moeilijk verenigbaar lijkt met de ontworpen bevoegdheidsregels voor de voorzitters van de rechtbanken van eerste aanleg, de arbeidsrechtbanken en de rechtbanken van koophandel [(36)]. Moet men zich vanwege de voorwaarden voor de toepassing van zo een procedure (die strenger zijn in de interne rechtsorde) evenwel niet afvragen of zo een bepaling, hoewel ze niet goed samengaat met de toetsing "*prima facie*", een echte meerwaarde zou kunnen opleveren aangezien de rechter in het kader van die toetsing middelen zou kunnen opwerpen die in de weg kunnen staan aan de afgifte van een betalingsbevel [(37)] ? Bovendien, als die regel zou gelden, zou daaruit eveneens volgen dat de rechter reeds in dat stadium ambtshalve excepties van onbevoegdheid zou kunnen opwerpen en dat de vraag zou rijzen naar zijn prerogatieven inzake het ambtshalve toestaan van uitstel van betaling [(38)].

---

(34) Voornoemd advies 26.713/2.

(35) Zou de rechter bijvoorbeeld ambtshalve de heropening van de debatten moeten bevelen voordat hij de vordering geheel of gedeeltelijk afwijst op grond van een exceptie die de verzoekende partij voor hem niet heeft aangevoerd (artikel 774, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek) ?

(36) *Parl. St.*, Kamer, 2008-2009, nr. 52-1285/5.

(37) Aldus blijkt dat de rechters zouden beschikken over voldoende prerogatieven om te voorkomen dat het betalingsbevel een middel wordt om de rechtsregel te omzeilen in aangelegenheden waar de schuldenaar niet op de hoogte zou zijn van beschermende regels die in de vorm van een later verzet kunnen worden aangewend.

(38) Zie evenwel *Parl. St.*, Kamer, 2008-2009, nr. 52-1287/6, blz. 27 : "Het is inderdaad aangewezen om de rechter pas over betalingsuitstel te laten oordelen nadat hij de partijen gehoord heeft, dus nadat verzet werd gedaan."

b) In verband met die grondige toetsing door de rechter wordt daaraan bij het ontworpen artikel 1340, tweede lid, toegevoegd dat "de rechter (...), zo hij dat nodig acht, de schuldenaar bij gewone brief (kan) oproepen om hem te horen". Zal de schuldenaar door zo een oproeping partij in het geding worden ? Zal hij, als hij verschijnt, nog de mogelijkheid hebben om op formele wijze verzet aan te tekenen ? Ook al is het de bedoeling van de indiener van het amendement (39) dat aan deze tekst ten grondslag ligt, om zich te houden aan artikel 811 van het Gerechtelijk Wetboek, krachtens welke bepaling de hoven en rechtbanken niet ambtshalve kunnen bevelen dat een derde in het geding wordt betrokken, gaat het in feite niet om een afwijking van die regel ? Gesteld dat de opgeroepen partij niet als een partij bij de procedure wordt beschouwd, kan zij dan in de procedure tussenkomen en uit procedureel oogpunt partij bij het geding worden (40) ?

Al bij al, als artikel 1340, tweede lid, behouden blijft, behoeft dan artikel 1339*bis* niet te worden samengevoegd met de eerste en de derde zin van artikel 1340, tweede lid, en in artikel 1340, tweede lid, de tweede zin van het ontworpen artikel 1340, tweede lid, te worden gehandhaafd ?

Ontworpen artikelen 1341 en 1342 : de rechtsmiddelen

(39) *Parl. St.*, Kamer, 2008-2009, nr. 52-1287/6, blz. 47.

(40) Vergelijk inzake procedure op eenzijdig verzoekschrift, artikel 1028, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek, naar luid waarvan "de rechter (...) de verzoeker en de tussenkomende partijen in raadkamer (kan) oproepen. De oproeping wordt door de griffier bij gerechtsbrief aan de partijen gezonden". Zou het, alles bij elkaar genomen, niet beter zijn om, als het ontworpen procedurele mechanisme behouden zou blijven, de schuldenaar in de vordering tot het bevelen van betaling erop te wijzen dat hij als tussenkomende partij kan optreden bij de rechter bij wie het verzoekschrift aanhangig is en die rechter in de aanmaning te vermelden (zie reeds het huidige artikel 1339, tweede lid, *in fine*) ?

1. Als de vordering wordt afgewezen [41], bepaalt artikel 1341 dat geen rechtsmiddel tegen de beschikking kan worden aangewend, maar dat de verzoeker zijn vordering via de gewone weg kan instellen.

Net als in de huidige regeling voorziet het ontworpen artikel 1341 in het geval van een beschikking waarbij de vordering gedeeltelijk wordt ingewilligd. In dat geval bepaalt de huidige tekst dat de verzoeker geen enkel rechtsmiddel tegen die beschikking kan aanwenden, maar dat "hij de beschikking niet (kan) betekenen en de vordering voor het geheel langs de gewone weg (kan) instellen" (huidig artikel 1343, § 4, tweede lid). De bedoeling is te voorkomen dat de verzoeker "op twee paarden" wedt door zich te beroepen op de beschikking waarbij bevel tot betaling wordt gegeven ten belope van het toegestane bedrag en door voor het overige de procedure ten gronde naarstig te vervolgen. Met andere woorden : als hij het initiatief neemt om de beschikking waarbij bevel tot betaling wordt gegeven te betekenen, heeft hij niet langer de hoedanigheid om voor het overblijvende bedrag overeenkomstig het gemene recht te handelen. De ontworpen tekst zou, naar het zich laat aanzien naar het voorbeeld van de huidige tekst, de gevallen beter moeten scheiden, want kennelijk heeft de tweede zin van die tekst, die in algemene bewoordingen is gesteld, alleen betrekking op de beschikking waarbij de vordering gedeeltelijk wordt ingewilligd.

Misschien zou de volgende formulering duidelijker zijn :

"De verzoeker kan geen enkel rechtsmiddel [42] aanwenden tegen de beschikking waarbij de vordering wordt afgewezen, maar die vordering kan via de gewone weg worden ingesteld." "Tegen de beschikking waarbij de vordering gedeeltelijk wordt ingewilligd kan de verzoeker geen enkel rechtsmiddel aanwenden, tenzij hij de beschikking niet betekent en de vordering voor het geheel via de gewone weg instelt."

---

(41) Het vereiste dat de rechter aan de verzoeker beknopt moet meedelen waarom zijn vordering wordt afgewezen (ontworpen artikel 1340, derde lid) kan weliswaar nuttig zijn voor de verzoeker om te weten of het opportuun zou zijn een gemeenrechtelijke procedure in te stellen, maar wordt niet opgelegd bij artikel 149 van de Grondwet of bij artikel 780, 3/, van het Gerechtelijk Wetboek, aangezien het niet gaat om een rechterlijke handeling in de enge zin.

(42) De termen "verzet en hoger beroep" zijn vervangen door de term "rechtsmiddelen" om elke beroepsmogelijkheid, ook cassatie, uit te sluiten (*Parl. St.*, Kamer, 2008-2009, nr. 52-1287/2, amendement nr. 1).

2. Artikel 1342 organiseert het beroep van de schuldenaar tegen de beschikking waarbij bevel tot betaling wordt gegeven.

a) De betalingsbevelprocedure past in het schema van een omkering van de procesvoering vanwege het kennelijk onbetwistbare karakter van de schuldvordering waarvan de betaling wordt gevorderd maar, zelfs als de schuldenaar de beslissing waarbij bevel tot betaling wordt gegeven niet *a priori* kan aanvechten, is het fundamenteel dat hij de procedurewaarborgen krijgt in het kader van een omgekeerde procesvoering om het evenwicht tussen de partijen te bewaren [(43)]. Een rechtsgeldige en volkomen informatieve kennisgeving van de beschikking waarbij bevel tot betaling wordt gegeven is dus van het grootste belang om de schuldenaar de mogelijkheid te geven gemakkelijk te reageren tegen dit "toegangskaartje" dat strikt genomen geen rechterlijke titel is; het heeft geen gezag van gewijsde (anders dan nu artikel 1343, § 1, juncto artikel 24 van het Gerechtelijk Wetboek) en heeft geen executoriale kracht [(44)], aangezien die alleen intreedt bij ontstentenis van beroep van de schuldenaar en overeenkomstig de strikte regels vermeld in het ontworpen artikel 1344.

b) Dat "verzet" van de schuldenaar kan dus niet worden gelijkgesteld met het gewone rechtsmiddel verzet, geregeld bij de artikelen 1047 tot 1049 van het Gerechtelijk Wetboek. Net als in het Franse systeem geldt : "on ne demande pas à la juridiction saisie de l'opposition d'apprécier si l'ordonnance d'injonction a été bien ou mal rendue : on lui demande de juger l'affaire au fond avec un oeil neuf, vierge de tout

---

(43) H. BOULARBAH, "Requête unilatérale et inversion du contentieux", thèse présentée en vue de l'obtention du grade de docteur en droit, Académie Wallonie Bruxelles - Université libre de Bruxelles, academiejaar 2006-2007, deel I, blz. 143, nr. 285, waarin de auteur verduidelijkt : "ce qui caractérise le mécanisme n'est donc pas tant le renversement de l'initiative procédurale, mais bien le caractère différé de la contradiction" (blz. 246, nr. 290).

(44) Zie verderop opmerking over artikel 3.

préjugé. En un mot, l'opposition est une véritable action en justice qui commence devant un juge du premier degré pour initier un procès ordinaire" (45).

(45) R. PERROT, "La procédure française d'injonction de payer", *T. Vred*. 1998, blz. 464, nr. 12; Cass. fr., 2e kamer, burgerlijke zaken, 18 oktober 2007, *Procédures*. Comm. nr. 276 R. PERROT; in dat arrest staat het volgende : "L'opposition formée contre une ordonnance d'injonction de payer ne doit pas être confondue avec l'opposition exercée contre un jugement par défaut", waarbij de commentator het volgende preciseert : "l'opposition exercée contre une ordonnance d'injonction de payer n'est pas une voie de recours au sens classique du terme. Elle est simplement destinée à élever le contentieux à l'encontre d'une décision qui a été rendue sur simple requête afin de soumettre la contestation à un débat contradictoire". Voorts stelt hij voor om de term "contredit" te gebruiken.

Zoals hierboven uiteengezet is, worden de regels van de bewijslast niet gewijzigd door de proceshoedanigheid van eiser die de schuldenaar krijgt in het kader van die "tegenspraak" die hij tegen het betalingsbevel voert [(46)]. Bovendien moet, opdat de gelijkheid van de procespartijen en de inachtneming van de rechten van verdediging volledig gewaarborgd zijn, die vordering worden ingesteld "zonder kosten (...) op de griffie van de rechtbank die de beschikking heeft gewezen waarbij bevel tot betaling werd gegeven" (ontworpen artikel 1342, § 4, tweede lid) en wordt bij het exploot van betekening een standaardformulier gevoegd. Daarbij kan niet worden geëist dat dit "verzet" gemotiveerd wordt (dat is het systeem van de Europese verordening, cf. artikel 16, lid 3 : "In het verweerschrift vermeldt de verweerder dat hij de schuldvordering betwist, zonder gehouden te zijn te verklaren op welke gronden de betwisting berust"; formulier VI, gevoegd bij de verordening is in dezelfde zin). Naar het zich dus laat aanzien, zou het ontworpen artikel 1342, § 4, tweede lid, lichtjes kunnen worden aangepast als volgt :

"Het verzet, zelfs niet gemotiveerd, wordt zonder kosten aangetekend ...".

Toch kan, voor zover volgens de ontworpen tekst (artikel 1342, § 2, 3/, b)) de schuldenaar verzet kan aantekenen om "verweermiddelen te (...) laten gelden of de verlening van betalings- en uitsteltermijnen te vragen" [(47)], hem via het formulier verzocht worden zijn standpunt toe te lichten zonder dat hem in dat verband een verzuim kan worden verweten.

c) De daadwerkelijkheid van de betekening is dus essentieel voor het perfecte evenwicht van zo'n procedure. De Europese verordening werkt een mechanisme voor correctie *a posteriori* uit : heroverweging in uitzonderingsgevallen (artikel 20), maar de omvang van de toetsing is beperkt (cf. overweging 25 van EG-verordening 1896/2006). Die regeling is niet zinvol in België, daar het om een interne geschillenberechting gaat en aan de schuldenaar, in geval van overmacht, als het rechtsmiddel binnen een op straffe van verval voorgeschreven termijn niet is

(46) H. BOULARBAH, *op. cit.*, deel I, blz. 190, nr. 379; zie ook in Frankrijk in dezelfde zin C. CHAINAIS en G. TAPIE "L'injonction de payer: maniement et remaniements", *Dall.*, 2009, blz. 862 : "Le créancier reste demandeur et doit prouver la réalité et l'étendue de ses créances" (verwijzing naar Cass. fr., 2e kamer, 11 mei 2006, cassatieberoep nr. 05-10.280).

(47) Op te merken valt dat artikel 12, lid 3, b), van de Europese verordening die mogelijkheid niet uitdrukkelijk vermeldt voor de schuldenaar.

aangewend, een nieuwe termijn kan worden toegestaan om het rechtsmiddel alsnog aan te wenden [(48)].

Artikel 3

(tot wijziging van artikel 1399 van het Gerechtelijk Wetboek)

Bij dit artikel wordt artikel 1399, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek zo aangepast dat de beschikking waarbij bevel tot betaling wordt gegeven niet gepaard kan gaan met voorlopige tenuitvoerlegging. Zo gerechtvaardigd als de huidige tekst is doordat het bevel tot betaling de uitwerking van een verstekvonnis heeft (artikel 1343, § 1), zo overbodig en zelfs ongegrond kan de ontworpen tekst lijken, want in het stelsel van omkering van de procesvoering (dat wel sterk wordt afgezwakt door de werking van het ontworpen artikel 1340, tweede lid) is het betalingsbevel dat in de eerste fase wordt afgegeven nog geen rechterlijke handeling, maar een bijzondere aanmaning die, door de betekening ervan, onder impuls van de schuldenaar, de contentieuze fase op gang kan brengen, wat de stuiting van de verjaring verklaart (ontworpen artikel 1342, § 3). Pas in een later stadium kan er dus sprake zijn van een beslissing die bekleed is met gezag van gewijsde en die executoriale kracht heeft (ontworpen artikel 1344).

---

(48) Vergelijk met het Franse voorbeeld dat zijn doeltreffendheid heeft bewezen : "aux termes de l'article 1416 du Code de procédure civile (applicable uniquement à l'injonction de payer nationale), le créancier peut certes obtenir la formule exécutoire à l'expiration du mois pour former opposition, mais si l'injonction n'a pas été délivrée à la personne même du débiteur, le point de départ du délai qui est imparti à ce dernier pour exercer cette voie de droit est différé jusqu'au jour où une saisie ayant été pratiquée aura rendu indisponibles les biens du débiteur. À partir de ce moment-là, le débiteur ayant ressenti le poids de l'injonction jusque dans sa vie matérielle, il ne pourra plus en ignorer l'existence, et le délai d'un mois commencera alors à courir, étant précisé que dès que le débiteur aura fait opposition les poursuites seront, bien évidemment, suspendues. [...] En France, ce système donne d'excellents résultats, et l'on est sûr que le débiteur ne sera pas surpris par une injonction dont il n'aurait pas eu connaissance. Mais ce système qui était concevable en droit national eut été difficilement transposable dans les rapports internationaux. Il a donc fallu se résigner à un autre système […] : il s'agit de la procédure de réexamen" (R. PERROT, "L'injonction de payer *urbi et orbi*", verslag gepresenteerd tijdens het colloquium over de inning van schuldvorderingen dat het tijdschrift *Ius & Actores* op 20 maart 2009 op de VUB heeft gehouden (een syllabus zal in dat tijdschrift verschijnen), blz. 9. Artikel 1416 van het Franse wetboek van burgerlijke rechtsvordering *(Code de procédure civile français)* bepaalt : "L'opposition est formée dans le mois qui suit la signification de l'ordonnance. Toutefois, si la signification n'a pas été faite à personne, l'opposition est recevable jusqu'à l'expiration du délai d'un mois suivant le premier acte signifié à personne ou, à défaut, suivant la première mesure d'exécution ayant pour effet de rendre indisponibles, en tout ou en partie, les biens du débiteur").

La chambre était composée de

Messieurs de Heren	Y.	KREINS,
	P.	VANDERNOOT,
Madame Mevrouw	M.	BAGUET,
Messieurs de Heren	G.	KEUTGEN,
	G.	de LEVAL,
Madame Mevrouw	A.-C.	VAN GEERSDAELE,

président de chambre, kamervoorzitter,
conseillers d'État, staatsraden,
assesseurs de la section de législation, assessoren van de afdeling wetgeving,
greffier, griffier.

De kamer was samengesteld uit

Le rapport a été présenté par M. A. LEFEBVRE, premier auditeur.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A LEFEBVRE, eerste auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. VANDERNOOT.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. VANDERNOOT.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS